

AVIS : Pour des raisons techniques indépendantistes de notre volonté, le numéro 1034 du 10 février 2022 n'a pas pu être publié à date. Toute l'équipe de la rédaction de votre quotidien digital vous présente ses excuses pour les désagréments causés et vous remercie pour votre fidélité.

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

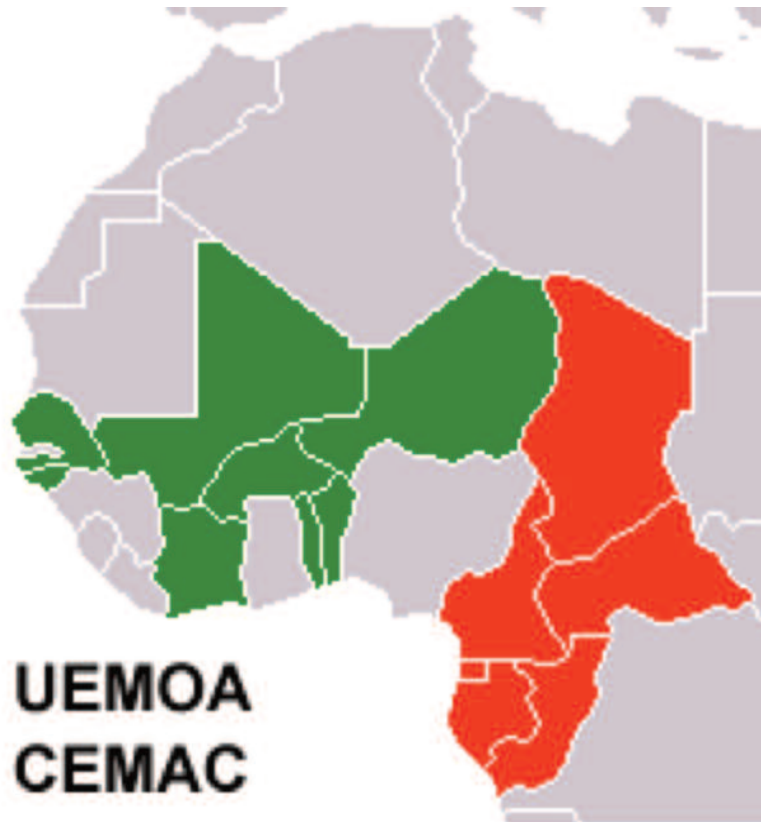
VENDREDI 11 FEVRIER 2022

1035

Malikilé

www.malikle.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



■ UEMOA
■ CEMAC

Souveraineté monétaire

L'obligation de sortir de la "zone franc"



I.U.G. : Lancement de la semaine du club sciences et techniques commerciales



38^{ème} session du Conseil d'Admin. de l'AMADER : 2022, un tournant décisif dans la vie de l'Agence



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

10 Fev.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

993

Nouveaux cas confirmés

15

Nouveaux guéris

24

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

23 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
05 cas graves en soins intensifs
2134 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

30 251

Guéris

27 110

Décès

715

dont 1497 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.17



P.22



/ Une /



Souveraineté monétaire : L'obligation de sortir de la "zone franc"

P.4

/ Brèves /



Brouille diplomatique : AttayeAg Mohamed, membre de la CMA, affirme que le Premier ministre « prépare les conditions d'une dénonciation de son probable changement »

P.12

Mali : La décision sur l'adaptation de la présence française sera prise dans « quelques semaines »

P.12

MALI-CEDEAO-UA : Le dialogue relancé

P.13

Mali : L'opposition annonce qu'elle ne reconnaîtra plus les autorités de Transition le 25 mars

P.13

/ Actualité /



« Les écrans de Tombouctou » : Promouvoir le vivre ensemble à travers le cinéma

P.16

Lutte contre les violences basées sur le Genre : 10 nouveaux éléments des forces de sécurité outillés pour faire face

P.17

Institut universitaire de Gestion : Lancement de la semaine du club sciences et techniques commerciales

P.18

38ème session du Conseil d'Administration de l'AMADER : 2022, un tournant décisif dans la vie de l'Agence

P.19

/ Politique /



Mémorandum du PARENA : Se parler, se donner la main, renouer avec nos voisins

P.22

Transition : Lady appelle les femmes à un discours franc

P.24

/ Culture & société /



Prostitution à Bamako et Kati : « On va vivre de quoi si ce n'est notre corps »

P.25

/ International /



Crise Ukrainienne : Face à la Russie, l'Otan veut renforcer son dispositif militaire à l'Est

P.26

Bénin : Plusieurs rangers tués dans une embuscade dans le parc transfrontalier

P.27

/ Sport /



CAN 2023 en Côte d'Ivoire : Fin de la tournée d'inspection de la Confédération Africaine de Football

P.28

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

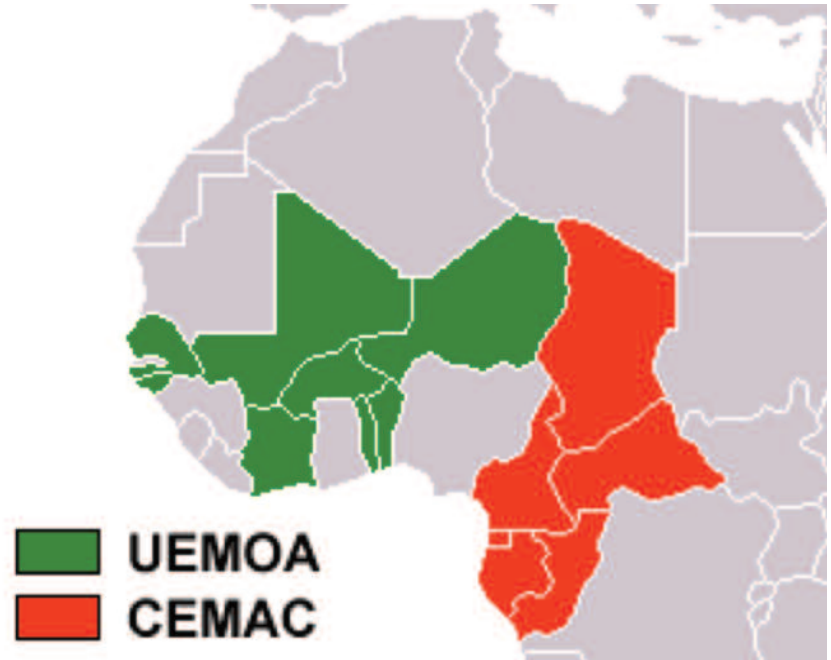
• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



Souveraineté monétaire

L'obligation de sortir de la "zone franc"

Qui pourrait imaginer une seconde que la Banque de la République du Mali (B.R.M) puisse empêcher le Président Modibo KEITA d'accéder aux ressources de l'État pour financer les dépenses publiques ? Et pourtant c'est ce qui se passe. Depuis le 09 Janvier 2022, les "avoirs" de l'État Malien auprès de la Banque Centrale commune aux huit (8) pays de l'UMOA sont gelés. Par cette sanction prise par les Autorités monétaires de l'UMOA, le Mali ne peut plus accéder à ses ressources en "dépôt dans ses comptes ouverts dans les livres comptables de "notre" Banque Centrale.

Quel mépris ? Quel acte de "recolonisation" clairement notifié aux huit (8) membres, à travers la sanction infligée au Mali ?

Le ciel nous tombe sur la tête !!! Qui pourrait imaginer une seconde que la Banque de la République du Mali (B.R.M) puisse empêcher le Président Modibo KEITA d'accéder aux ressources de l'État pour financer les dépenses publiques ?

Non !!! C'est la preuve que les huit (8) pays n'ont pas de monnaie, par conséquent pas de Banque Centrale.

Il ya des affronts dans les relations, qui n'ont d'autre réponse que la rupture définitive. Ils signifient tout simplement le manque de so-

lidarité, d'intérêt à y rester, donc la fin du partenariat. Le Mali doit quitter le FCFA et remettre en circulation sa monnaie. Il a l'expérience de gestion d'une monnaie.

Ceux qui craignent l'apocalypse qui surviendrait après la sortie, peuvent d'ores et déjà, regagner l'autre côté de la mer. Puisqu'ils seraient nés pour ne jamais connaître de difficultés, ni de souffrances.

Nos sœurs et frères des Régions du Nord et du Centre paient de lourds tribus depuis bientôt 10 ans : embargos, tueries, viols, déplacés et réfugiés, privations d'écoles, de santé, d'activités économiques, incendies de récoltes, pillages de troupeaux, toutes sortes de traitements inhumains et dégradants.

Et sans scrupules, des gens assis dans leurs





salons craignent des difficultés liées à l'em-bargo, au changement de monnaie. L'objectif final recherché dans les politiques d'intégration économique, c'est d'arriver à la construction d'un "marché unique", c'est à dire, un espace économique exempt de toutes

entraves douanières fiscales, de travail et au-tres. La "monnaie unique" permet de suppri-mer les entraves liées à la circulation des capitaux comme les taux de change, les taux d'intérêt, etc. Depuis plus de 45 ans qu'elles existent, les

échanges intracommunautaires dans chacun des deux espaces communautaires, dépassent difficilement 20%. Et qu'est ce qu'on échange ? Des produits artisanaux, agricoles, d'élevages, de pêche, etc. Peu de fabrications industrielles.

Que pourrait-il arriver à un pays qui quitte ces espaces économiques ?

Peu de choses.

En outre, le Ghana, la Guinée, la Mauritanie, le Nigeria sans compter le Maghreb, commer-cent tous avec les deux espaces communau-taires, chacun dans sa monnaie.

Osons agir pour prendre en mains notre indé-pendance. Osons sortir du CFA. Il est très dif-ficile de se développer avec une "monnaie d'autrui". Le propriétaire de cette monnaie pourrait utiliser la "servitude volontaire" à la-quelle on s'est soumis, pour nous asphyxier financièrement comme bon lui semble./.

Siné DIARRA Expert-comptable Essayiste.



Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

SEM Abdoulaye DIOP a été reçu en audience ce matin par SE Sheikh Mohammed bin Abdulrahman bin Jassim Al Thani, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères du Qatar. Ils ont évoqué la situation sécuritaire au Mali, le processus de Transition, la mise en place du cadre de concertation, le renforcement et la diversification de la coopération bilatérale.

SE Sheikh Mohammed Bin Abdulrahman a exprimé sa gratitude au Mali pour son soutien constant au Qatar.

L'audience s'est déroulée dans une ambiance d'amitié et de fraternité.



Bina Sogoba

Centre : le chef terroriste Saguad Ag Abala alias Sidi Ag Agath spécialiste en engins explosifs improvisés enfin neutralisé. Colonel Sadio Camara ministre de la défense parle moins mais réagit avec efficacité.



Sekou Samassa

À mon humble avis nul ne sortira vainqueur de ces sanctions, ni le Mali ni la CEDEAO car cette situation risque de mettre une tâche indélébile



dans les relations entre le Mali et cette institution qui a une obligation d'assistance et de soutien à l'égard de tous ses membres. La CEDEAO doit mettre un peu d'eau dans son vin en reconsidérant ses sanctions lourdes de conséquences pour le Mali qui traverse actuellement une crise existentielle. Par la même occasion les autorités de la transition doivent mettre le Mali au dessus de tout et retourner à la table des négociations avec un calendrier consensuel et patriotique tenant compte des réalités sociales, politiques et sécuritaires. Que le bon Dieu protège et préserve le Mali et les Maliens de tous les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur. Amen. Vive le Mali.



Emmanuel Macron

Officiel du gouvernement - France

42 Rafale ! L'Indonésie fait le choix de l'excellence industrielle française ! Le savoir-faire des plus de 400 entreprises françaises et des milliers de travailleurs qui conçoivent le Rafale est reconnu. En Indo-Pacifique, cette nouvelle étape renforce nos partenariats.



Ammy Baba Cisse

Ammy Baba Cisse est avec Abdoulaye Barry.

Il fait partie des 15 experts choisis par Henri Paul Damiba pour élaborer une feuille de route et un chronogramme électoral. Ils ont décidé de faire ce travail bénévolement. La partie c'est dans les actes!

Félicitations
Abdoulaye Barry





■ Horon-Tv



Prenant la parole, Issa Kaou N'djim, qui a débuté son intervention par la lecture de la sourate Fatiha, a insisté sur la date du 25 mars au-delà de laquelle, le cadre ne reconnaîtra pas ce qui s'ensuivra. « Le 25 mars 2022 ». Cette date sera celle de tous les dangers ? « La bataille ne fait que commencer », a déclaré le président Modibo Soumaré.



■ OOËIL D'artiste



SAMUEL ETO'O C'est encore nous tes frères camerounais ...
 Ecoute L'appel du peuple, car le peuple est unanime sur le fait qu'il faut enfin un Lion pour Coacher une meute de LIONS.
 L'expertise étrangère nous a été bénéfique à un moment donné, mais nous pouvons essayer de faire confiance aux entraîneurs nationaux

et leur accorder les mêmes privilèges. Le Burkina, le Sénégal et même l'algerie sont de bons exemples. Tout Comme toi Mboma a servit le pays en tant que joueur et nous avons foi qu'il peut aussi le faire valablement en tant qu'entraîneur tout en mettant du coeur car c'est son pays
 #looeil_qui_a_vu



■ Ministère chargé de l'Action Humanitaire, de la solidarité et des déplacés



Le Ministre Oumarou DIARRA vient d'arriver au village de Marebougou dans le cercle de DJENNE, pour transmettre les salutations du Président de la Transition Col Assimi GOITA et apporter l'assistance du Gouvernement à travers une importante quantité de vivres aux vaillantes populations de Marebougou.
 Le Village de Marebougou ainsi que bon nombre de nos localités ont été et continuent d'être libérées par nos valeureux FAMA
 Au nom des plus hautes autorités, il a assuré et tenu à rassurer qu'aucune localite ne sera assez loin pour être libérée ou assistée
 #Operation Marebougou
 #Presence_Assistance_Resilience
 #MAHSRD_Remise Vivres



■ Sirsport



El Tactico...

L'homme qui a créé le « Thioki-Ball » est devenu le premier coach Sénégalais de l'histoire à ramener une coupe d'Afrique.

Il est élevé au rang d'officier national du lion par le président de la république du Sénégal.

#sirsport #senegal #teamsenegal



■ Casimir Sangala



Centre : le chef terroriste Saguad Ag Abala alias Sidi Ag Agath spécialiste en engins explosifs improvisés enfin neutralisé !

Notre jeunesse doit sortir de cette impasse du spectacle, de la mégalomanie et du buzz médiatique. Elle doit épouser la formation, la créativité, le patriotisme convaincu et Dieu.

■ Samprin Bob



#CNT: Mes radars me signalent ko Rififi beye daiii.

Diaw veut que ça soit tamisé et reconfiguré même ka gnamangnaman tiaman bô akônon

Mais le #gnamangnaman_gang veut le combattre car eux veulent uniquement un rallongement de 121 à 147 membres et rester là-bas à manger nos impôts fofalaki. Ils sont dans djidjoukô rô pour constituer une majorité contre lui et faire bloquer le projet de loi modificatif au cas où...

J'observe fô lô



■ Fousseyni Maiga



Berlin. Les couleurs pour la 72ème édition du festival Berlinale sont annoncées. C'est parti pour 10 jours de projections, de découverte et de rencontres professionnelles.



■ La Tanière du Lion



L'Union camerounaise des brasseries (UCB), du groupe Kadji entre encore plus dans l'histoire en reconnaissant nos GALACTIQUES ET HISTORIQUES JOUEURS DE LA CAN 1972 ...ILS SONT DONC 11 SURVIVANTS QUI in-

dividuellement 9 ont déjà reçu un chèque de 2 millions de fcfa...il reste TOKOTO JEAN PIERRE ET MAYA YEBGA JOSEPH ,qui vivent à l'étranger...(VIA TRANSFER)

TOKOTO JEAN PIERRE : A L'EPOQUE DE CETTE CAN EN 1972 ,IL JOUAIT A L'OLYMPIQUE DE MARSEILLE EN FRANCE .

BENEDICTIONS



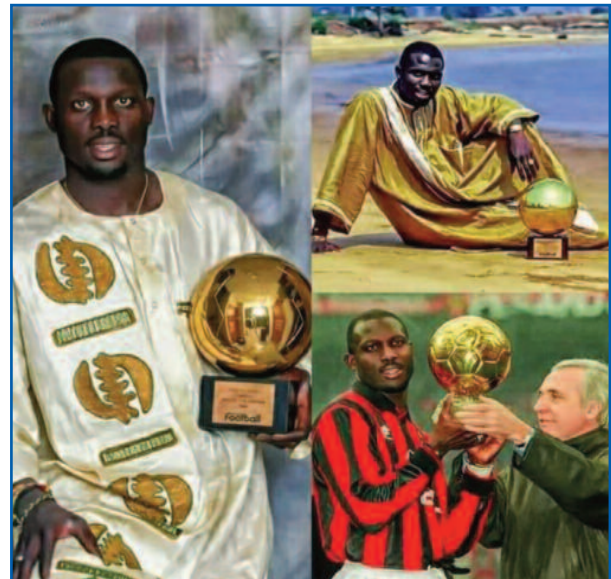
La puissance du football



George Weah : "Je ne suis jamais fier du Ballon d'Or, car depuis que je l'ai gagné je souffre de racisme en Europe. Je me souviens du titre de l'avant page de La Gazzetta dello Sport au sens large le lendemain : "Et oh, le noir gagne l'or". Même à Milan, ils se moquaient moi et l'Afrique, répétant à chaque occasion : « L'avez-vous vendu pour leur acheter du pain ? ».

Drogba a gagné tout avec Chelsea, Eto'o a tout gagné avec le Barça et l'Inter, mais leur ont-ils donné le ballon d'or? Non.. pourquoi?... Parce qu'ils n'ont pas

l'humanité à donner de l'or aux Africains noirs. L'or n'est pas une balle qui est donnée aux meilleurs. L'or véritable est d'être une personne de bon cœur et ne pas blesser les sentiments des autres. La vérité est qu'ils possèdent le racisme mais pas l'humanité."



Kassoum Thera



Au Ghana la Carte d'identité nationale peut maintenant être utilisée comme passeport électronique dans 2400 aéroports du monde entier. Source Afrikmag



Mali Actu



La gueule de bois est douloureuse. Les Groupements économiques du Sénégal ont mercredi dernier de grave catastrophe si rien n'est rien pour mettre fin rapidement aux sanctions infligées par la Cédéao au Mali.



■ Mamadou Ismaila KONATE



"Les transitions les plus courtes sont les plus réussies" (Mahamat Saleh Annadif) | Interviews exclusives DW | DW | 09.02.2022

■ Forces Armées de la Nouvelle-Calédonie (FANC)



Les #FANC en intervention, tous temps, tous lieux. 9 février - #Evasan de nuit depuis #Maré. Malgré l'approche de la dépression #Dovi, un Puma de la @BA186officiel a évacué en urgence une personne malade de Maré, en coordination avec le @HC98800 et le #Samu.



■ Présidence Sénégal



La tête d'une forte délégation la Présidente de la commission européenne (vonderleyen) s'est entretenue ce jeudi avec le Président @Macky_Sall. La coopération entre le Sénégal et l'UE a été revisitée avec la signature d'un plan d'action annuel estimé à 103 millions €



■ Wassim Nasr



#Mali c passé quasi inaperçu, 14 militaires maliens, pour certains depuis bientôt 2ans + Aly Cissé & Drissa Sanogo respectivement sous-préfet de Farako #Ségou (13 décembre 2019) & préfet du Gourma-Rharous (2 mai 2020 #Tombouctou), sont détenus par le #JNIM #AQMI depuis des mois



■ Larmes des pauvres



#Mali -- Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, les @FAMA_DIRPA vous offrent un centre d'appel et deux (2) numéros d'appel gratuit. (00223 98-17-36-45) (00223 98-17-36-75)



#BurkinaFaso @EtatMajorFR communique sur une opération contre une unité du #JNIM non loin de l'endroit où un IED avait gravement blessé un militaire FS & déplore la mort de 4 civils pendant



DIONA DIONA
PHOENIX
Pour un nouveau souffle de vie



SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65

Brouille diplomatique : Attaye Ag Mohamed, membre de la CMA, affirme que le Premier ministre « prépare les conditions d'une dénonciation de son probable changement »



Dans une publication sur sa page Facebook en date de ce mercredi 9 février 2022, Attaye Ag Mohamed, membre de la CMA accuse le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga de préparer, à travers ces discours, les conditions d'une dénonciation de son probable changement de la tête de l'exécutif.

C'est un véritable pique lancée au Chef du Gouvernement de la Transition. Attaye Ag Mohamed, ce membre de la Coordination des Mouvements de l'Azawad dévoile le jeu du Premier ministre dans une de ses publications sur le réseau social Facebook.

En effet, pour M. Attaye Ag Mohamed, chef de la délégation de la CMA au CSA, le Premier ministre de la Transition est dans son propre agenda à travers ses sorties médiatiques. Il laisse comprendre d'ailleurs que le Chef du Gouvernement est en train de préparer l'opinion pour la dénonciation de son éjection de la tête de l'exécutif. « Le PM Choguel par ses propos est convaincu de créer les conditions de son inconditionnel maintien au poste de Chef du Gouvernement quoi qu'il advienne de la prolongation du mandat de la transition », a-t-il commenté dans sa publication.

Et de revenir à la charge: « Notre Monsieur super QI national prépare les conditions d'une dénonciation de son probable changement à travers des discours qu'ils pensent être les plus appréciés des rues de Bamako ». (...) « Et si les Militaires venaient à décider malgré tout de le déposer pour des raisons qui ne manqueront certainement pas, il aura au moins de quoi affirmer à son auditoire des réseaux sociaux et de vidéos live à domicile que les Militaires ne voudraient plus d'un homme qui veut changer les Choses », a martelé M. Attaye.

Enfin, Attaye Ag Mohamed soupçonne que le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga est en train de créer un nouveau front après ceux des acteurs du mouvement démocratique, de la CEDEAO et de la France. « Tout porte à croire qu'il est en train d'occasionner un quatrième front médiatique vers les Mouvements signataires jusqu'ici non belligérants

Mali : La décision sur l'adaptation de la présence française sera prise dans « quelques semaines »



Jean-Yves Le Drian, le ministre des Affaires étrangères, a indiqué ce jeudi 10 février 2022 que la décision concernant la manière dont serait adaptée la présence de la France au Mali serait prise « d'ici quelques semaines ». Les deux pays sont en froid depuis de longs mois.

La décision sur l'adaptation de la présence française au Mali sera prise d'ici quelques semaines, a déclaré ce jeudi 10 février 2022 le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. Des concertations avec les partenaires de la France « Nous étudions cette adaptation avec nos partenaires et je pense que dans quelques temps ça sera abouti, je ne dis pas quelques jours, je dis quelques semaines », a-t-il dit sur France inter.

Source : Ouest France

avec les FAMas au nom de l'Accord pour la Paix », a-t-il conclu. A rappeler que depuis l'arrivée de Choguel Kokala Maïga à la primature, rien ne va plus entre le gouvernement et les groupes armés signataires de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger. Aussi ces groupes armés n'avaient pas participé aux Assises Nationales dites de la Refondation organisées par le Gouvernement au mois de Décembre dernier pour manque de confiance dans la procédure.

Maimounadoumbia / Source : Le soir de Bamako

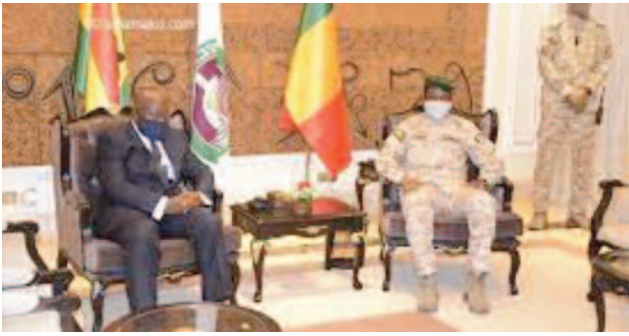
Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 442223 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

MALI-CEDEAO-UA : Le dialogue relancé



Dans le cadre de la poursuite du dialogue avec la CEDEAO, l'Union Africaine et la communauté internationale concernant la conduite de la Transition, le gouvernement de la République du Mali a mis en place un nouveau mécanisme de concertation pour une sortie de crise. Formé de deux groupes, ce mécanisme travaillera de façon à concilier les aspirations du peuple malien et les demandes de la communauté internationale à travers l'adoption d'un chronogramme consensuel.

Dans le cadre de la recherche de solutions d'une sortie de crise qui oppose les autorités de la Transition malienne et les organisations sous régionales et internationales, le gouvernement vient de mettre en place un mécanisme pour la poursuite du dialogue. Selon un communiqué publié, le 9 février 2022, « ce mécanisme a pour but de chercher une solution conciliant les aspirations du peuple malien et les demandes de la communauté internationale, notamment à travers l'adoption d'un chronogramme consensuel » précisent les plus hautes autorités de la Transition. Structuré par deux groupes le premier, (groupe de dialogue au niveau ministériel) aura pour mission de faciliter le dialogue entre les parties prenantes et d'œuvrer à un rapprochement de position en faveur d'un compromis sur les questions en suspens. La mission du second, (groupe de travail élargi) consiste à faire l'évaluation technique du projet de chronogramme de la transition présenté à la CEDEAO. En effet, le groupe de dialogue au niveau ministériel est composé du Ghana (présidence en exercice de la CEDEAO), de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal (présidence en exercice de l'Union Africaine), de la Sierra Leone, du Togo, de la CEDEAO, de l'Union Africaine et des Nations Unies. La coordination de ce groupe est assurée par le ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale du Mali, SEM Abdoulaye Diop. Quant au groupe de travail élargi, il est composé des représentants du gouvernement du Mali et des membres du comité local du suivi de la Transition (la CEDEAO, l'Union Africaine, les Nations Unies, le Ghana et le Nigéria). Ces représentants seront également assistés par de personnes ressources et d'experts comptants. Mais, la coordination est assurée par le ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, le Colonel Abdoulaye Maïga, en collaboration avec le ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des relations avec les Institutions et le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des Réformes Politiques et Institutionnelles. Par cette initiative, le gouvernement de la République du Mali dit renouveler son engagement en faveur d'un retour à l'ordre constitutionnel normal et sa disponibilité constante au dialogue et au consensus pour la réussite de la Transition.

Mali : L'opposition annonce qu'elle ne reconnaîtra plus les autorités de Transition le 25 mars



Cette décision a été annoncée, ce mercredi 9 février 2022, par le Cadre des partis pour une Transition réussie, qui rassemble plusieurs dizaines de mouvements politiques, dont certains poids lourds. Alors que la fin de la période initialement prévue pour la Transition approche, et que le Mali est engagé dans un bras de fer avec la CEDEAO sur le sujet, ces partis se sont réunis en séminaire. Ils ont fait également d'autres propositions pour sortir le Mali de la crise actuelle.

Le 25 mars prochain, cela fera tout juste dix-huit mois que le premier président de transition, Bah N'Daw, a prêté serment. Dix-huit mois, c'était la durée initialement fixée par la Charte de transition avant le retour à l'ordre constitutionnel. Le Cadre propose donc, à compter de cette date, de ne plus reconnaître les actuelles autorités. Selon un chef de parti ayant pris part aux travaux, certains membres -les plus radicaux du Cadre- proposent carrément un gouvernement parallèle, d'autres exhortent à davantage de mesure pour ne pas se mettre hors-jeu. Aucune décision n'a été prise, à l'issue de l'atelier, par la direction du Cadre. Sur la prolongation de la Transition, les autorités de Bamako proposent quatre ans de plus, l'Union Africaine seize mois maximum : le Cadre suggère neuf mois, durée jugée raisonnable pour mettre en œuvre les réformes les plus urgentes, comme « l'adoption d'une nouvelle loi électorale consensuelle ». Ces partis d'opposition demandent également la mise en place « d'une nouvelle transition avec un gouvernement de mission conduit par un Premier ministre neutre ». Choguel Maïga étant jugé, au bas mot, trop clivant. Le Cadre propose encore la mise en place d'un nouveau Conseil National de Transition (CNT), l'organe législatif de la Transition. Quant à la réforme de la Charte de Transition annoncée par les autorités -qui prévoit notamment la suppression du poste de vice-président, de la limite de 25 ministres, et l'inscription d'une prolongation de la Transition de six mois à cinq ans, comme proposé lors des Assises nationales- le Cadre, sans surprise, la « rejette » d'avance.

Source : RFI

A noter que le groupe de dialogue au niveau ministériel a eu sa première rencontre inaugurale, le 31 janvier dernier, et celui de travail élargi le mardi 8 février 2022.

Issa Djiguiba / Source : LE PAYS



Qui sommes nous

NSI est une entreprise de commerce général et de prestations de services.
l'entreprise est spécialisée dans l'importation et la distribution des produits pétroliers et dérivés.
Par ailleurs nous opérons dans le domaine des marchés publics notamment les matériels informatiques, les meubles, les équipements etc.
Fiers d'expériences avérées dans le domaine au Mali et à l'international, nous nous efforcerons toujours de vous garantir la qualité et la quantité à des temps records.

NOS VALEURS

Audace
Innovation
Excellence

" ENSEMBLE NOUS IRONS LOIN "



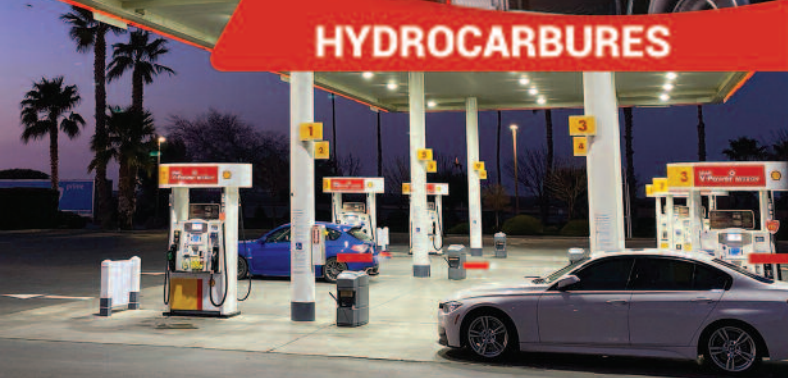
IMPORT EXPORT



TRANSPORT



HYDROCARBURES



MATERIEL INFORMATIQUE



VENTE DE VEHICULE



MOBILIER DE BUREAU

**Marchés
Publics**



Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



« Les écrans de Tombouctou » : Promouvoir le vivre ensemble à travers le cinéma

Le 4 janvier dernier, l'Association Tombouctou Culture et Cinéma a lancé, au Centre Ahmed Baba, le festival de cinéma international « les Écrans de Tombouctou ». Organisé avec l'appui financier de la MINUSMA, il s'est poursuivi jusqu'au 6 janvier.



Des cinéastes, des acteurs et des techniciens se sont retrouvés pour promouvoir le cinéma et créer ainsi des opportunités pour tous les jeunes passionnés de septième art.

Les communautés se sont retrouvées autour des films projetés en plein air, sur les espaces publics des différents quartiers de la ville de Tombouctou. « Retour aux sources » de Koutoumna Dikpina TCHAPO du Togo, « Le Royaume perdu » de Georges DIODJI du Maroc, « Héritage » de John Franc ONDO de Gabon ou

« Mougou ni sabali » de Kaourou MAGASSA figurent parmi les films proposés aux spectateurs. « Je suis heureux de voir Tombouctou ouverte au monde, par le biais de ce festival, qui est aussi le premier du genre dans le pays » a déclaré Albouhari Ben Essayouti, Chef de la Mission culturelle de Tombouctou.

L'événement s'est clos par la cérémonie de remise de prix des différentes catégories. Le prix de reconnaissance est revenu à la MINUSMA, tandis que Kaourou MAGASSA a remporté le grand prix de cette première édition.

Soutenir la culture pour promouvoir la paix

Ce soutien de la MINUSMA au festival « Les écrans de Tombouctou » fait écho à l'engagement de la Mission, au côté du secteur de la culture en tant que vecteur de cohésion sociale, au service de la paix. Il s'inscrit dans une dynamique de la Mission qui l'a conduite à soutenir d'autres actions culturelles comme « le festival du vivre ensemble de Tombouctou », l'orchestre Kanaga de Mopti ou encore plus récemment le festival sur le Niger « Ségou' Art ».

« Nous croyons fortement à l'importance que revêt le médium culturel pour faire avancer la recherche de la paix, une paix à laquelle aspire profondément le peuple malien, » expliquait El-Ghassim WANE, Chef de la MINUSMA, lors de l'ouverture de la Caravane de la paix du festival Ségou' Art, le 5 février dernier dans la cité des Balanzans (Ségou). « Ce festival est extrêmement important à cet égard, tout comme d'autres activités culturelles au Mali et nous devons continuer à bâtir là-dessus, » avait-il ajouté avant de conclure : « je voudrais féliciter le monde culturel malien. Comme j'ai l'habitude de le dire, le Mali est certes en crise mais tout n'est pas que crise au Mali, on voit le talent et la créativité partout. C'est en bâtissant sur ses talents, cette créativité que le Mali va retrouver la paix qui a caractérisé son histoire ».

Source : Bureau de la Communication
Stratégique et de l'information publique
de la MINUSMA



Lutte contre les violences basées sur le Genre : 10 nouveaux éléments des forces de sécurité outillés pour faire face

L'Ecole Nationale de Police (ENP) a accueilli une session de formation de la Police des Nations Unies UNPOL/MINUSMA sur le Genre et les Violences Basées sur le Genre (VBG) ainsi que les méthodes de prise en charge des victimes de ces crimes. Tenue du 31 janvier au 04 février 2022, elle a concerné 10 personnels des Forces de Sécurité du Mali, dont six femmes.

Durant six jours, les stagiaires ont à la fois bénéficié de cours théoriques et de mise en situations pratiques, à travers des simulations de cas de VBG. Il s'agissait notamment d'exercice de prise en charge d'une femme et un homme victimes de violences physiques, ainsi qu'une mineure victime de viol. Au cours de cette session de formation, les échanges entre les participants et les facilitateurs ont été fructueux.

Après avoir remercié UNPOL pour son appui constant dans la formation et le renforcement de capacité des personnels FSM, le Commissaire Principal de Police Mamane TOURE a exhorté les participants à être assidus, ponctuels et à suivre attentivement les enseignements. L'Officière de Police individuel ANTA a quant à elle souligné auprès des stagiaires l'importance de la lutte contre les VBG. En effet, celles-ci prennent une certaine ampleur dans les régions du centre et du nord. Elle leur a en outre rappelé que c'est une obligation pour tout représentant des forces de l'ordre d'assurer la prise en charge des victimes de VBG.

Qu'entend-t-on par Violences basées sur le genre ?

La violence basée sur le genre (VBG), parfois aussi appelée violence sexiste, se réfère à l'ensemble des actes nuisibles, dirigés contre un individu ou un groupe d'individus en raison de son identité de genre. Les déséquilibres de pouvoir, structurels, fondés sur le genre, pla-

cent les femmes et les filles dans une position leur faisant courir un plus grand risque d'être l'objet de multiples formes de violence. Cependant, elles ne sont pas les seules. Les hommes et les garçons peuvent aussi en être des cibles.

Une association au service de la formation

Cette formation a été organisée par UNPOL en coordination avec les différentes directions de la Police, de la Gendarmerie ainsi que de l'Administration pénitentiaire. Elle était pilotée par l'Officière de liaison Genre UNPOL Anta, avec les co-formateurs, la Commissaire Divisionnaire de Police Aminata DIALLO, Point Focal Genre de la Police, et le Commandant Sabake TRAORE, Point Focal Formation de la Gendarmerie. À l'issue des cinq jours de travaux, les participants ont tous exprimé leur satisfaction. Ces représentant(e)s des forces de l'ordre ont souhaité d'une part que d'autres sessions de ce type soient reprogrammées pour obtenir un niveau 2 et, d'autre part, qu'elle soit permanente afin que tous leurs collègues puissent maîtriser le concept Genre et les VBG dont la prise en charge des victimes survivantes.

Source : Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique de la MINUSMA



Institut universitaire de Gestion : Lancement de la semaine du club sciences et techniques commerciales

La semaine de l'étudiant du Club Sciences et Techniques Commerciales de l'Institut Universitaire de Gestion (IUG), a été lancée, le jeudi 10 février 2022. C'était en présence Directeur de Cabinet du Premier Ministre, Pr Issiaka Ahmadou Singaré et du ministre de la Refondation Ibrahim Ikassa Maïga, du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique représenté par le Chargé à la Communication, Drissa Kantao et de plusieurs autres personnalités. Cette édition était placée sous le thème "Entreprenariat Jeune : Enjeux et perspectives" au cœur de la semaine de l'étudiant du Club Sciences et Techniques Commerciales (STC)".

Le Président du club Sciences et Techniques Commerciales de l'Institut Universitaire de Gestion (IUG), Sékou Moussa Cissé, dans son intervention, a rappelé les objectifs de l'organisation. Le club sciences et techniques commerciales de l'institut universitaire a été créé, il y a 15 ans. Son objectif est de servir de trait d'union entre les étudiants autour des activités qui ont pour devise la culture de l'excellence.

Tour à tour, le directeur des études de l'institut universitaire de gestion (IUG M), Aboubacar A Touré, le directeur Général de l'IUG, Chaka Fané, le Secrétaire Général du Rectorat de l'USSGB ont tous exprimé leur joie pour la réussite de cette cérémonie. Ils ont souligné que l'organisation de cette cérémonie était un

exercice que les étudiants ont su relever avec brio et professionnalisme. L'institut universitaire de gestion (IUG) est un laboratoire de fabrication des futurs entrepreneurs qui vont naturellement créer des emplois pérennes pour les jeunes.

Le représentant du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Idrissa Kantao a mis l'accent sur l'importance de cette semaine de l'étudiant, un cadre d'échanges riche en activité culturelle, pédagogique et récréative. Aussi, il fera savoir que n'eût été l'agenda trop chargé, le Pr Amadou Keita aurait bien aimé prendre part à cette cérémonie. Il a, ainsi, invité les étudiants à continuer de faire preuve d'excellence et de bannir à jamais la violence et la médiocrité au sein

de l'espace universitaire.

Le Ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des relations avec les institutions, Ibrahim Ikassa Maïga, a mis à profit de cette cérémonie de lancement pour s'entretenir avec les étudiants sur la refondation, dont la jeunesse est un pilier majeur. Subséquemment, il dira que le thème choisi était au cœur des Assises Nationales de la Refondation, tenues récemment. C'était une manière pour les autorités de la transition de poser les bases d'une bonne gouvernance. « Il faut que nous soyons fiers de léguer un Mali debout et digne à nos enfants. Pour y parvenir, il faut l'engagement, le patriotisme et le don de soi », a-t-il insisté, tout en précisant que les autorités de la transition restent chevillées au Mali.

Le directeur de cabinet de la Primature, le Pr Issiaka Ahmadou Singaré, s'est joint aux autres intervenants pour saluer la maturité d'esprit des étudiants de l'Institut Universitaire de Gestion (IUG). Comme un père à ses fils, avant de déclarer la semaine de l'étudiant ouverte, il invita les jeunes à compter d'abord sur eux-mêmes et d'attendre très peu de l'Etat. « Ayez de l'audace et la culture de l'entreprenariat », a martelé le Pr Issiaka Ahmadou Singaré.

A noter que cette semaine de l'étudiant du Club Sciences et Techniques Commerciales de l'Institut Universitaire de Gestion (IUG) s'étalera sur toute la semaine avec plusieurs activités culturelles et sportives.

■ Ibrahim Sanogo



38^{ème} session du Conseil d'Administration de l'AMADER : 2022, un tournant décisif dans la vie de l'Agence



L'Agence Malienne pour le Développement de l'Energie Domestique et l'Electrification Rurale (AMADER) a tenue, ce jeudi 10 février 2022 dans ses locaux, la 38^{ème} session de son Conseil d'administration. C'était sous la présidence du Président du Conseil d'Administration, M. Amadou Sidibé, non moins Directeur Général de l'AMADER. Plusieurs points étaient inscrits à l'ordre du jour de cette 38^{ème} session ordinaire dont, entre autres : examen et approbation du Procès-verbal de la 37^{ème} session ordinaire du Conseil d'administration, examen du rapport annuel d'activités 2021 de l'AMADER, examen de la note sur l'exécution du budget au 31 décembre 2021, examen du programme annuel d'activités 2022 de l'AMADER, examen et adoption du projet de budget 2022 de l'AMADER, examen et adoption du projet de contrat annuel de performance de 2022...

Dans son allocution, le Président du Conseil d'Administration de l'AMADER a indiqué que la nouvelle année qui vient de démarrer constituera un autre tournant décisif dans la vie de l'Agence. Et pour cause, elle verra d'une part,

à partir du 31 mars 2022, la clôture du projet SHER qui, sans conteste, constitue l'épine dorsale des activités de l'agence, et d'autre part, la préparation d'un nouveau Projet de Renforcement du Système Electrique et d'Amélioration de l'Accès à l'Electricité au Mali (PRSEAM), sur financement de la Banque Mondiale.

Et de rappeler les trois projets contribuant aux activités d'électrification rurale menées par l'AMADER. Il s'agit, entre autres du projet Production Hybride et Accès Rural à l'Electricité (PHARE), dont l'étude de faisabilité et la sélection des 60 localités réalisée par l'Ingénieur Conseil (Groupement ARTELLIA/CTEXCEI), qui a retenu une liste des 33 localités en tenant compte de l'enveloppe de la centrales hybrides solaires PV/Diesel et des extensions et densification avec branchements et installations intérieures en cours de finalisation ; du projet d'Electrification par Système Hybride de 32 localités (PERSHY-32), dont les travaux de construction des centrales hybrides PV/Diesel et des réseaux électriques MT/BT dans les 10 anciennes localités sont exécutés par l'entre-

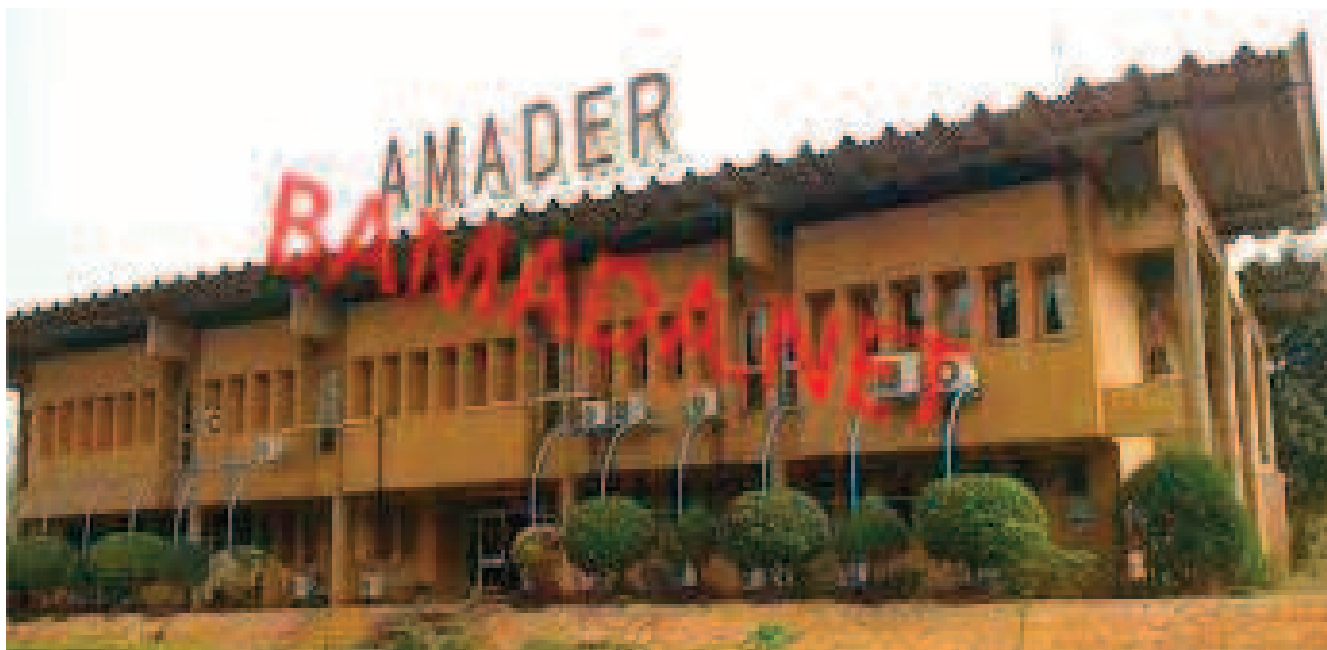
prise ACCESS-SA à environ 66%.

Quant aux travaux de construction des centrales des 22 nouvelles localités, à l'issue du processus de recrutement des entreprises, six (06) projets de marchés ayant reçu l'avis de Non Objection de la BADEA et de l'ADFD en janvier et mars 2021 ont été introduits dans le circuit national de conclusion et d'approbation depuis juin 2021. Il y a aussi le Projet Energie Solaire pour le Développement Rural au Mali (PESDR), dont le projet de contrat de réalisation de deux (2) centrales photovoltaïques à SAYE et SARRO de puissance unitaire de 1,3MWc avec un système de stockage à réaliser par le Groupement SAGEMCOM ENERGY TELECOM & SAGEMCOM MALI, qui a obtenu en octobre 2021 l'avis de non-objection de la BID. Le projet de marché est introduit dans le circuit national d'approbation.

Enfin, il y a le Programme de Développement des Energies Renouvelables (PRODERE)-PHASE II, dont la réception provisoire des travaux des mini centrales hybrides scolaires/diesel dans les 13 localités du projet est effective. Selon Amadou Sidibé, en matière énergie domestique, malgré la modicité des ressources de l'agence pour ce volet, des résultats appréciables sont à signaler : 65 524 foyers améliorés ont été diffusées sur une prévision annuelle de 100.000 ; 62 Rafraichisseurs d'Air par Evaporation diffusés sur une prévision de 100 RAE ; 1,8tonne de briquettes combustibles diffusées ; de 19057 tonnes de gaz butane consommées sur une prévision de 20 000 tonnes, contre 17 111tonnes en 2020. Par contre, le gaz consommé pendant l'année 2021 a permis de préserver environ 85 757 ha de forêt.

Ce faible taux de consommation de gaz butane résulte des contraintes et difficultés financières pour la mise en œuvre des activités du plan de promotion du gaz butane, notamment la formation des utilisateurs, la sensibilisation des usagers à l'utilisation sécurisée du gaz butane et les ventes promotionnelles de réchauds à gaz. Selon lui, la disponibilité du fonds gaz butane permettra sûrement de dépasser ces handicaps dans les années à venir. Occasion pour lui de saluer l'effort du gouvernement pour la subvention du gaz butane, dont la consommation a connu une progression comparativement à l'année 2020.

Sur le plan financier, M. Amadou Sidibé a indiqué que sur une prévision annuelle révisée



de 19 404 574 631 FCFA, il a été mobilisé au 31 décembre 2021 un montant de 13 531 580 042 FCFA, soit un taux de réalisation de 69,73%. Le budget a été exécuté en dépense à 12 792 211 357 FCFA, soit 65,92% de la prévision au 31 décembre 2021, contre les investissements de plus de 11,9 milliards de FCFA, soit 64,80% dans l'ensemble. L'absence de décaissement sur le PERSHY 32 et la suspension de décaissement sur le projet SHER durant plus de trois (03) mois ont cependant considérablement limité le niveau d'exécution du budget de l'année. En 2022, quarante-cinq (45) centrales hybrides seront opérationnelles dans le cadre du projet SHER. Certaines centrales actuellement en exploitation seront aussi renforcer afin de minimiser les charges d'exploitation et réduire par la même occasion les tarifs.

En outre, la préparation du Programme d'Amé-

lioration de l'Accès et de Renforcement du Système Electrique (PRSEAM) avec la Banque Mondiale constitue une bonne perspective pour la poursuite des activités de l'agence. Cette année enregistrera aussi les activités préparatoires du Programme de Mécanisme de Développement Propre (MDP) d'Electrification Rural au Mali. Le financement de ces activités est assuré par un don de l'Initiative Carbone pour le Développement (CI-Dev), à travers la Banque Mondiale. Le projet de budget 2022 soumis à l'approbation des administrateurs en vue de l'atteinte des résultats ci-dessus mentionnés est ainsi arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 20 553 437 290 FCFA contre 19 412 574 631 FCFA pour le budget révisé 2021, soit une hausse globale de 5,92%, liée essentiellement aux investissements.

Il faut rappeler que l'Agence Malienne pour le Développement de l'Energie Domestique et

l'Electrification Rurale (AMADER) est un Etablissement Public à caractère Administratif (EPA) doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, créée en mai 2003 et chargée de gérer le Projet PEDASB (Projet Energie Domestique et l'accès aux services de Base en milieu rural). Elle a pour mission principale la maîtrise de la consommation d'énergie domestique et le développement de l'accès à l'électricité au milieu rural et périurbain. Elle a pour objectif d'aider le gouvernement malien dans ses efforts pour améliorer l'accès des populations rurales défavorisées à des services énergétiques de base, en vue d'atteindre les objectifs de croissance économique et de réduction de la pauvreté, y compris ceux découlant des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

■ Yama DIALLO

STUDIO D'ENREGISTREMENT - PRODUCTION D'ARTISTES
INGENIEURIE DE SON



CREATED LABEL
TEMPLE OF MUSIC

SEBENIKORO

+223 93 34 98 73



Mémorandum du PARENA : Se parler, se donner la main, renouer avec nos voisins

« tootigi too fo ! Nin tootigi ye too fo, too-dunnawbènadingenfara ! ». Ce propos de MasamaBaalo, un paysan de Kirango- Marakala, vient à la mémoire, en cette période particulièrement difficile de notre histoire nationale. C'est une invitation à la retenue, à la sérénité, au calme. C'est une invitation à éviter la fuite en avant et à rassembler les forces vives pour sortir le pays de la crise dans laquelle il s'enfonce.

I- Introduction

1- le 1er novembre 2021, la direction du PARENA a publié un mémorandum consacré à la crise sécuritaire et institutionnelle que le pays traverse. Intitulé « Comment sortir de l'impasse, Comment préserver l'État ? ». Ce document, de quatre pages, recommandait aux autorités de la transition de renoncer à la tenue des assises dites de la refondation, de rassembler les filles et les fils du Mali autour de leur pays, de ses forces de défense et de sécurité en vue de relever les défis existentiels auxquels la Nation entière est confrontée;

2- ce mémorandum se terminait par un appel: « au regard de la vocation africaine du Mali et de son rôle historique dans le processus d'intégration du continent, le PARENA exhorte le Président de Transition à renforcer les relations du pays avec la CEDEAO et à éviter tout bras de fer avec nos voisins et nos partenaires »;

3- malheureusement, les recommandations faites par le PARENA n'ont pas été entendues;

4- tenues dans des conditions contestables, les assises de la « refondation » ont débouché sur des résolutions qui ont aggravé l'isolement du pays;

5- pays carrefour par sa géographie, situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest, terre de rencontres, ayant tout au long de sa longue histoire, tissé des relations multiformes fécondes avec ses voisins, le Mali ne saurait devenir un pays isolé. Il est urgent de sortir de la situation actuelle;

6- en ce début d'année 2022, la situation au



Mali est caractérisée par:

- l'impasse du processus de restauration de la légalité constitutionnelle, laquelle impasse a entraîné des sanctions de la communauté sous-régionale;
- les effets des dites sanctions, notamment l'augmentation inexorable des prix des produits de première nécessité et des difficultés économiques et financières que notre économie et notre peuple ne peuvent supporter;
- les attaques répétées contre les libertés démocratiques (détention de Issa Kaou Ndjim, Oumar Mariko et Etienne Fakaba Sissoko),
- un climat politique marqué par l'intolérance et le sectarisme ainsi que par le retour d'une arrogance d'État que les Maliens croyaient révolue à jamais, une arrogance d'État digne du

temps du parti unique et de la dictature;

- 7- la situation est aussi caractérisée par la dégradation de nos relations extérieures et l'isolement diplomatique croissant de notre pays.
- II- Une architecture institutionnelle transitoire plus inclusive
- 8- à la suite des concertations nationales de septembre 2020, la Charte de la transition et la CEDEAO avaient fixé la durée de la période intérimaire à 18 mois à partir du 15 septembre 2020. Cette échéance arrive à terme le 15 mars 2022. Le gouvernement Bah Ndaw-Moctar Ouane avait élaboré un chronogramme électoral fixant le 1er tour de la présidentielle au 27 février 2022. Le gouvernement Assimi Goïta-Choguel Maïga a endossé ce calendrier électoral avant de s'en écarter progressive-

ment.

9- pour plusieurs acteurs politiques, la transition actuelle prendra fin à la date initialement prévue pour le 1er tour de la présidentielle. Pour ceux-ci, l'architecture actuelle de la transition doit, en conséquence, être revue. Pour nous, la feuille de route déclinée ci-dessous est compatible et réalisable sans refonte de l'architecture actuelle de la transition;

10- il suffira de rendre cette architecture plus inclusive pour conforter et rendre irréversible la volonté politique de conduire la transition à bonne fin dans la stabilité, sans nouveaux soubresauts ni chaos.

II- Nos propositions de sortie de crise

11- réaffirmer, sans ambiguïté, la volonté politique de:

– restaurer l'ordre constitutionnel à travers un calendrier consensuel; – dessiner une nouvelle Feuille de route en concertation avec les partis politiques, les sociétés civiles et les mouvements du Nord.

12- renouer le dialogue avec la CEDEAO en

vue:

– de la levée des sanctions;
– de la restauration de l'ordre républicain et de la sauvegarde de la démocratie qui relèvent, toutefois et avant tout, de la responsabilité des Maliens;

13- lancer un audit approfondi du fichier électoral;

14- commencer le processus électoral au lendemain de la prochaine saison des pluies et après les récoltes (à partir de novembre 2022);
15- prévoir l'entrée en fonction des nouvelles institutions avant la fin du mois de décembre 2022;

16- faire organiser les élections par le ministère chargé de l'Administration territoriale;

17- donner à la commission électorale (composée paritairement) les prérogatives de contrôle et de supervision des opérations électorales;

18- tenir les législatives et le 1er tour de la présidentielle le même jour;

19- adopter le mode de scrutin proportionnel pour l'élection des députés;

20- faire des régions existantes (20) les circonscriptions électorales pour l'élection des députés;

21- adopter une nouvelle loi électorale, relire la loi organique sur les députés et la charte des partis;

22- instaurer le principe de la publication des résultats bureau de vote par bureau de vote.

III- Conclusion

Outre la crise sécuritaire, le Mali traverse une crise institutionnelle et politique. Se parler, se donner la main pour sauver le pays est la priorité des priorités. Un pays confronté à tant de défis (sécuritaire, institutionnel, politique, économique et financier) prépare mal son présent et son avenir, en restant divisé. Toutes les forces vives du pays (les sociétés civiles, les partis politiques, les mouvements signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale) doivent convenir d'une Feuille de route de sortie de crise.

«Tootigi too fo, Nin tootigi ye too fo.... Toodunawbènadigenfarà!»

Adopté par le Comité Directeur du PARENA, le 31-01- 22

Source : Info-Matin



Transition : Lady appelle les femmes à un discours franc

Engagées dans une course effrénée derrière les avantages des autorités, DIAWARA Aïssata Lady TOURE, Présidente des femmes du RPM déplore que les femmes du Mali ont oublié l'essentiel de la lutte pour le droit de la femme. Selon elle, vive la Transition à bas la France a pris actuellement le dessus des activités de ces dames qui sont actuellement en première ligne pour défendre tout et rien à la fois, sauf le droit de la malienne.



La preuve, lors des manifestations contre les sanctions de la CEDEAO, les femmes leaders qui sont, comme d'habitude de vraies machines à mobilisation, ne profitent pas de cette occasion pour exprimer leur désarroi face à la souffrance de la femme malienne depuis le coup d'Etat du 18 août 2020. D'entrée de jeu, Lady rappelle que c'est 21% de postes qui ont été octroyés à la gent féminine dans le gouvernement Choguel Kokalla MAIGA. Et pour cause, sur 25 ministres et 3 ministres délégués, seulement 6 portefeuilles leur ont été proposés. Selon Lady, si certains Maliens pensent que les femmes ont bénéficié des postes stratégiques, les associations de défenses des droits des femmes et les responsables des bureaux nationaux des femmes des partis politiques ne se sont jamais réjouis de ces 21%, qui leur sont octroyés et qui viole de manière notoire la Loi 052/du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.

La présidente des femmes du RPM pense ainsi que c'est cette question de quota qui doit être mise au-dessus des préoccupations des femmes du Mali plus proches du gouverne-

ment de la Transition.

« Au lieu de les accompagner avec des tambours, les femmes leaders doivent approfondir les réflexions sur comment préserver les droits de la femme dans toutes leurs diversités, en général et à travers cette loi, en particulier. Elles doivent faire des propositions concrètes, pour que le respect strict de la Loi 052/du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives, soit un réflexe pour les dirigeants de maintenant et ceux d'après les élections », a-t-elle dit.

Selon elle, la Transition est en train de piétiner cette loi qui donne toute la latitude à la Malienne de participer au développement du pays, au vu et su de ces femmes, qui ont pourtant participé pleinement dans le processus d'élaboration de cette loi.

« Il faut respecter cette loi, quelle que soit la situation qui prévaut. Car, même dans le gouvernement précédent, le constat était le même. Nous nous sentons vraiment marginalisées par le Président de la Transition qui n'exige pas le respect strict de cette loi. Pourtant, la loi pour le quota donne la garantie même aux partis politiques d'être légitimes.

Par exemple, les partis politiques qui bénéficient de la plus grande somme d'aide sont ceux-là qui ont le plus grand nombre d'élus dans les collectivités et dans l'hémicycle. Donc, il s'y attèle dans les autres instances de nomination », a-t-elle dit.

Comme pour enfoncer le clou, elle affirme qu'au Mali, il faut s'imposer d'une manière pas douce, pour se faire entendre.

« Pour être écoutée, il faut soit prendre des armes ou sortir dans la rue. Là n'est pas le problème, même s'ils ont gain de cause, ils jettent tous les textes de la République dans les poubelles. Dommage pour mon beau pays ; pays des grands guerriers et empereurs de l'Afrique », s'est-elle insurgée.

Elle se dit déçue de l'attitude du M5, plus particulièrement de celle du nouveau Premier ministre qui a toujours promis aux femmes de les mettre dans tous leurs droits.

« Depuis le 18 Août 2020, nous assistons à des coups de théâtre. A la mise en place du 1er gouvernement de Mr Moctar OUANE, le M5 a dénoncé la non-inclusivité et surtout la militarisation de l'Administration malienne. Toutefois, aujourd'hui, l'histoire a tranché, le gouvernement que le Premier ministre du M5 nous a présenté est tout sauf inclusif ; on ne constate que des ministres stagiaires, des ministres traqués par la justice, etc. Nous constatons juste un partage de gâteau », a-t-elle déploré.

Pour finir, la présidente des femmes du RPM invite les plus hautes autorités à trouver une solution à cette vie chère.

« Cerise sur le gâteau, c'est la vie chère. Depuis la nuit des temps, au Mali, la vie n'a jamais été aussi chère que ces derniers temps. La viande est à 3 000 FCFA le kilo ; 3 200 FCFA sans os dans un pays d'élevage par excellence. Le prix de l'huile dans certains marchés a grimpé jusqu'à 1 100 FCFA le litre. N'avons-nous pas d'huilerie qu'on peut réhabiliter ? Voilà les vrais défis que les femmes proches du gouvernement doivent relever en conseillant leurs protégés du régime », a-t-elle interpellé, avant de condamner avec la dernière rigueur, les violences basées sur le genre que subissent les femmes et filles au vu et au su de ces femmes leaders qui ne pipent mots.

PAR CHRISTELLE KONE

Source : Info-Matin

Prostitution à Bamako et Kati : « On va vivre de quoi si ce n'est notre corps »

La prostitution est devenue un nouveau job pour de nombreuses filles. Certaines justifient leur acte par la situation familiale précaire. Ce qui est loin d'être le cas pour d'autres.

Faire du trottoir est devenu l'activité principale d'une catégorie de jeunes filles au Mali. Elles arpentent certaines grandes artères au coucher du soleil. Pourquoi cette pratique jugée humiliante dans un passé récent est devenue aujourd'hui une source de fierté dans notre pays ? La réponse est étonnante. Pour plusieurs jeunes filles, le choix de ce nouveau job n'est plus une illusion, mais plutôt une réalité liée à la condition qu'elles

vivent. Elles doivent gagner leur vie au prix du sacrifice de leur corps avec le risque d'attraper toutes sortes de maladies.

Conscientes que la prostitution va à l'encontre d'une bonne réputation dans notre société, ces jeunes dames offrent leurs dessous en échange de sommes minables. « On va vivre de quoi si ce n'est notre corps », affirme une prostituée dans un coin de Kati. « Nous discutons à partir de 1 000F, 1 500F, 2 000F,... »,

a-t-elle indiqué. « Chacun a sa manière de vivre. Mieux vaut vivre que mourir dans le besoin », a soutenu M.S à l'égard des clients dans un coin obscur.

A ce jour, d'autres formes de prostitution ont vu le jour. Elles sont plus discrètes. Il s'agit de conclure le marché à travers les réseaux sociaux qui permettent aux clients de contourner les chambres de passe. En plus, elles apportent plus de gains, car les jeunes dames se livrent à des hommes fortunés à travers des blogs de rencontres intimes sur Facebook, Whatsapp, etc.

L'ampleur que prend le phénomène doit inciter les plus autorités du Mali notamment, le ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, d'entreprendre des actions fortes allant dans le sens de la réduction de cette pratique.

BID

Source : Le Challenger



Crise Ukrainienne : Face à la Russie, l'Otan veut renforcer son dispositif militaire à l'Est

Le Premier ministre britannique Boris Johnson est au siège de l'Otan à Bruxelles ce jeudi 10 février. Il a annoncé le renforcement de la présence militaire britannique au sein de la posture de l'Alliance atlantique face à la Russie. D'autres pays comme les États-Unis, le Danemark ou la France par exemple, ont déjà fait des annonces similaires et pour le secrétaire général de l'Otan, « le moment est dangereux pour la sécurité de l'Europe ».

Selon le secrétaire général de l'Otan, le Norvégien Jens Stoltenberg, le nombre de soldats russes en Biélorussie et en Russie est en train d'augmenter et le temps d'alerte pour une attaque éventuelle diminue. Boris Johnson et lui affirment tous deux que le moment est dangereux et le Premier ministre britannique évoque même la possibilité d'une « catastrophe », comme le rapporte notre correspondant à Bruxelles, Pierre Benazet.

Pour l'Alliance atlantique, le maître-mot est maintenant un renforcement des troupes à l'Est. « Premièrement, nous avons déjà accru notre présence dans la partie orientale de l'Alliance, explique Jens Stoltenberg. Deuxièmement, nous avons relevé le niveau d'alerte des

troupes de manière à renforcer rapidement si nécessaire. Et troisièmement, nous étudions aussi en ce moment la nécessité de changer pour le long terme notre posture dans la partie orientale de l'Alliance. Aujourd'hui nous avons des groupements de combat dans les pays baltes et en Pologne mais nous envisageons maintenant d'avoir des groupements de combat similaires dans la région de la mer Noire, par exemple en Roumanie. »

Ce renforcement à long terme sera sur la table de la réunion des ministres de la Défense de l'Otan mercredi et jeudi. Face à la Russie, l'Alliance atlantique préconise depuis dix ans deux grands axes : la dissuasion et le dialogue. Il n'est plus question aujourd'hui que de dissuasion.

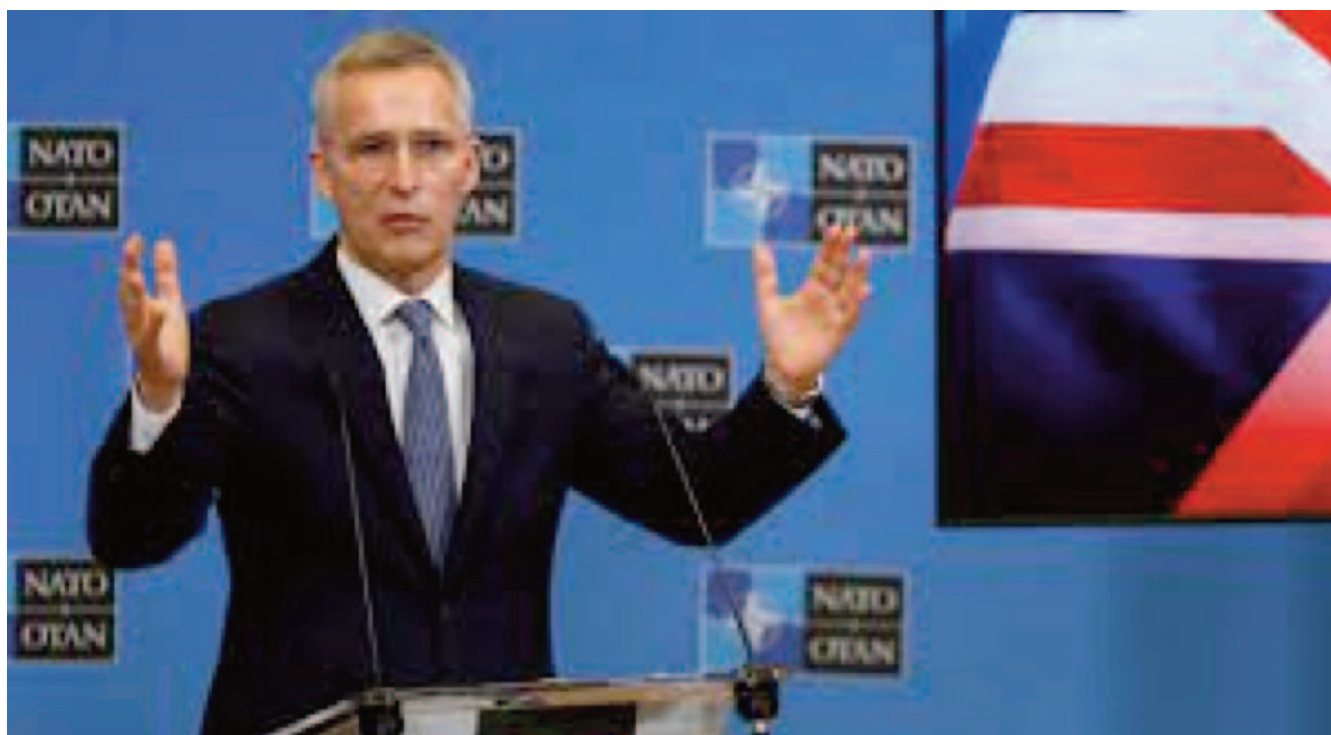
Le chancelier allemand Olaf Scholz reçoit ce soir à Berlin les dirigeants des pays baltes

Les forces russes viennent de lancer des manœuvres militaires conjointes de dix jours en Biélorussie. Elles inquiètent particulièrement les pays de la région, Lituanie, Lettonie et Estonie, qui assistent au bras de fer de la Russie avec les Occidentaux. C'est dans ce contexte, que le chancelier allemand Olaf Scholz reçoit ce jeudi soir à Berlin les dirigeants des pays baltes.

Olaf Scholz a été critiqué pour sa position perçue comme timorée dans le dossier ukrainien, accusé de ne pas s'impliquer suffisamment et de maintenir l'ambiguïté sur le sort du gazoduc Nord Stream II. L'Allemagne refuse, par ailleurs, de livrer des armes et empêche même l'Estonie, qui a hérité d'obusiers D-30 de RDA, de les envoyer en Ukraine.

La rencontre de ce jeudi soir à Berlin est d'autant plus importante que l'engagement de l'Otan sur le flanc oriental est l'un des grands sujets de préoccupation de la Russie. L'intégration en 2004 des pays baltes à l'Alliance atlantique n'a jamais été digérée par Moscou qui demande aujourd'hui à l'Otan de reconsidérer son déploiement dans la région.

Cinq cents soldats de la Bundeswehr sont actuellement présents en Lituanie, petit pays encadré par l'enclave russe de Kaliningrad et la Biélorussie. Vilnius réclame depuis des mois



un renforcement de la présence de l'Otan. Lundi, Christine Lambrecht, la ministre allemande de la Défense, a annoncé l'envoi de 350 soldats supplémentaires en Lituanie, un geste interprété comme un "signal important de l'attention portée à la région" par Vilnius. A quelques heures de la réunion avec les pays baltes, Olaf Scholz assure croire dans les « progrès » nés de la reprise d'intenses échanges diplomatiques avec Moscou. Reste à voir si ses invités vont partager son optimisme.

La Britannique Liz Truss à Moscou

D'ici là, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a reçu Liz Truss ce jeudi à Moscou. Cette rencontre entre les chefs de la diplomatie russe et britannique était la première depuis la visite de Boris Johnson à Moscou en 2017. L'occasion d'esquisser une normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays, malgré les différends profonds, explique notre correspondant à Moscou, Jean-Didier Revoïn.

Si le chef de la diplomatie russe a exprimé son espoir de voir la Grande-Bretagne développer une meilleure compréhension des positions et des attentes de la Russie, les propos tenus en conférence de presse illustrent le chemin qu'il reste à parcourir. « Le ministre Lavrov m'a dit aujourd'hui qu'il n'avait pas de plans pour envahir l'Ukraine. Mais nous avons besoin de voir ces paroles suivies d'actions. Et nous devons voir les soldats, de même que les équipements qui sont stationnés à la frontière ukrainienne, être déplacés ailleurs. Parce que pour le moment, ils sont dans une posture très menaçante », a déclaré Liz Truss.

Une fermeté britannique qui a laissé Sergueï Lavrov perplexe au terme pourtant de deux heures d'entretien : « Nous n'avons entendu aucune autre inflexion. L'exigence de retirer des troupes russes du territoire russe n'a répondu à aucune de nos préoccupations et cela suscite des regrets, au minimum », a exposé le chef de la diplomatie russe. Et le ministre d'ironiser en avouant avoir eu, sur la crise ukrainienne, l'impression de se retrouver dans un dialogue de sourds.

Source : RFI

Bénin : Plusieurs rangers tués dans une embuscade dans le parc transfrontalier

Incidents mortels, mardi 8 février, dans le parc transfrontalier W, partagé entre le Niger, le Bénin et le Burkina Faso, attribués aux groupes armés terroristes. Sept personnes au moins ont été tuées : cinq rangers, un formateur français en mission auprès des gardes, et un soldat béninois. C'est le plus lourd bilan depuis que le Bénin a commencé à faire face aux attaques des groupes terroristes.



Au moins « six morts » et « une dizaine de blessés », selon un communiqué d'African Parks publié mercredi 9 février au soir. Dans le détail, cinq rangers et un soldat des forces armées béninoises sont morts – un bilan provisoire, précise le même communiqué. La mort d'un formateur français en mission a été annoncée par la suite.

Selon l'ONG sud-africaine qui gère la partie béninoise du parc W, c'est mardi qu'une équipe des rangers a été prise dans une embuscade. Il s'agit des gardes qui assurent la sécurité dans les parcs. Un soldat béninois a également été tué par la suite. On ne sait pas encore avec certitude si son véhicule a été attaqué alors qu'il se rendait en secours sur les lieux ou s'il a percuté un engin explosif sur le trajet. Il y a aussi au total une dizaine de blessés. Ils sont pris en charge dans un hôpital de la région. Des renforts y ont été déployés.

Pression jihadiste

Cela s'est déroulé près du site dit « des trois points », c'est-à-dire aux frontières avec le

Burkina et le Niger. Le W s'étendant sur les territoires des trois États. Cette région est confrontée à une pression jihadiste de plus en plus forte. C'est d'ailleurs l'attaque la plus meurtrière recensée au Bénin, pays officiellement frappé pour la première fois par le terrorisme dans la nuit du 1er au 2 décembre dernier dans le parc voisin de la Pandjari. Auparavant, il y a avait eu une alerte : l'enlèvement de deux touristes français en mai 2019, secourus quelques jours plus tard.

Selon les spécialistes, les groupes jihadistes, et en particulier la Katiba Macina liée à al-Qaïda, tentent de renforcer leur emprise dans ces régions, le sud-est du Burkina et le sud-ouest du Niger, profitant de vastes zones forestières pour y établir des bases. Cette pression déborde sur le nord du Bénin et du Togo.

Pour le moment, les autorités béninoises n'ont pas communiqué, mais un Conseil des ministres extraordinaire doit se tenir cet après-midi.

Source : RFI

CAN 2023 en Côte d'Ivoire : Fin de la tournée d'inspection de la Confédération Africaine de Football

Une CAN chasse l'autre. Après la fin de la Coupe d'Afrique des nations 2021 au Cameroun, place à l'organisation de la CAN 2023 en Côte d'Ivoire. Le pays s'est lancé depuis plusieurs années dans la construction, ou la réfection, de six grands stades qui accueilleraient les matchs l'année prochaine. Une délégation de la Confédération Africaine de Football vient d'achever une tournée d'inspection de quelques jours.

Korhogo, San Pedro, Abidjan, pour cette première visite d'inspection des travaux en cours, la délégation de la CAF, conduite par son secrétaire général Véron Monsengo-Omba, a inspecté aussi bien les chantiers de stades que les villas qui accueilleront les joueurs.

Le secrétaire général de la CAF se dit très satisfait : « Des choses que j'ai constatées, ça se passe très, très bien. Il faut qu'on garde cette dynamique jusqu'à la fin. La CAN est regardée maintenant partout, partout dans le monde ! C'est une vitrine incroyable pour ce beau pays, la Côte d'Ivoire ! »

En septembre, un match qui devait se tenir au stade flambant neuf d'Ebimpé en banlieue d'Abidjan, avait dû être joué au Bénin parce que le fleuron des stades ivoirien, qui avait coûté la bagatelle de 143 milliards de francs CFA, n'était finalement pas aux normes internationales. Le gouvernement a rallongé de 20 milliards de francs CFA, soit 30 millions d'euros, pour corriger cela.

Les leçons ont été tirées, assure François Amichia, le président du comité d'organisation de la CAN. « Le gouvernement ivoirien a pris toutes les dispositions, afin que pareille mésaventure n'arrive plus. Et je crois que la visite de monsieur le secrétaire général, au lendemain de la CAN au Cameroun, est une très bonne chose. Il a pu vérifier de visu les avancées qui ont été faites. Et vous l'avez entendu, il dit qu'il repart satisfait. »

La CAF installera d'ici quelques semaines un bureau à Abidjan pour suivre au plus près l'avancée des préparatifs.

Source : RFI





Bélier (21 mars - 19 avril)

Les planètes vous mettent d'accord avec vos ambitions professionnelles. Vous avez du pain sur la planche. Soit votre job vous donne entière satisfaction, soit vous êtes dans une situation de changement professionnel et vous avez besoin d'être épaulé.

Rien ne sert de courir après votre argent. Vous avez voulu jouer les généreux et vous n'avez aucun retour ? Inutile de ruminer et d'engendrer du stress, vous ne changerez pas les gens. Vous serez plus prudent la prochaine fois, parole de Bélier !



Taureau (20 avril - 19 mai)

L'entrée du Soleil, dans votre signe, va générer un peu plus de dynamisme et d'esprit d'initiative. Aujourd'hui, ami Taureau, vous semblerez reprendre quelque peu goût à ce que vous faites. Ce ne sera pas encore Byzance, mais ce ne sera plus la Bérézina !

Déjà en progression constante, vos gains continueront d'évoluer largement selon vos espérances, et sans doute bien au-delà, notamment grâce à la présence dynamisante de Mars dans le secteur de vos finances. De quoi booster vos placements bancaires...



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

La Lune quitte votre maison 6 et va vous donner le temps de vous remettre de vos émotions. Calculez, faites des comptes et des prévisions et attendez ! La lune noire vous empêche d'y voir clair. Elle fait une coupure dans votre carrière. C'est un moment de flou.

Vous êtes en plein chamboulement concernant vos biens familiaux et immobiliers. Ce sera long mais porteur de stabilité sur le long terme. L'argent ne rentre pas trop en ce moment. Consacrez-vous à votre famille en attendant. Ils ont besoin de vous.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Uranus vous fera fonctionner à plein régime et vous sensibilisera à toutes les nouveautés qui se présenteront. Ce sera le moment pour certains d'entre vous de prendre un vrai tournant. Mais, quelle que soit votre position, veillez à assurer vos arrières.

Effaré par ces frais qui s'accumuleront, vous prendrez des décisions dracونيennes en matière de dépenses. Vous vous moquerez éperdument d'avoir un train de vie ressemblant à celle d'un moine tibétain du moment que vous serez sécurisé matériellement.



Lion (22 juillet - 23 août)

Cher ami Lion, il faut vous attendre à une petite baisse de régime dans le travail. Il se trouve que vous avez besoin de quelques jours de vacances. Vous pourriez avoir envie de tout envoyer valser, mais vous saurez garder votre calme.

Une journée qui s'annonce un peu laborieuse financièrement, mais rien de bien alarmant. La nécessité de gérer minutieusement vos finances est de plus en plus obligatoire, hormis cela, aucun problème à l'horizon. Soyez raisonnable aujourd'hui.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Ami Vierge, vous pourrez vous présenter aujourd'hui à votre poste de travail en retard, ne pas vous excuser auprès de votre responsable et vous payer le luxe de quitter votre poste en avance. Professionnellement parlant, vous ne manquez pas d'air !

Quelques recommandations pour vous prévenir d'une éventuelle banqueroute ou d'une situation d'endettement vous feront prendre aussitôt la mouche. Vous vous cabrez en décochant quelques flèches de colère à vos proches. Votre rancune sera tenace !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des décisions ne sont pas suivies d'initiatives. Vous réalisez que les conditions de travail ne sont pas idéales pour répondre à ce que l'on vous demande. Un collègue peut se reposer sur vous et attendre vos services, tandis que vous êtes déjà affairé.

Un proche peut vous donner du mobilier à retaper ou de bonnes adresses pour réaliser des économies. Les astres en Lion vous poussent à consommer beaucoup et le budget peut manquer. Il est utile de réaliser quelques économies, avec des petites sommes.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Attention à ne pas vous sacrifier au travail. Ce n'est pas à vous de tout faire. Exigez la répartition équitable du travail. Vous manquez de visibilité quant à votre avenir professionnel. Vous n'y pouvez rien. Il faut patienter.

Vous retrouvez provisoirement une bonne stabilité financière. Une rentrée d'argent pourrait arriver de nulle part. Vous décidez de la mettre bien au chaud sur un compte d'épargne. Vous vous offrirez un week-end en amoureux au printemps prochain.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Si récemment vous avez tenté un projet, vous recevez des bonnes nouvelles. Votre futur professionnel est assuré, votre carrière est lancée, vous êtes en progression. Aujourd'hui de nouvelles opportunités vous permettent d'évoluer encore plus.

Vous préférez éviter les débats sur les sujets qui touchent aux finances surtout lorsque vous vous retrouvez en famille, même si autour de vous l'ambiance est positive c'est le genre de conversation qui peut très rapidement dégénérer.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Si certaines personnes ont l'étoffe des héros..., aujourd'hui, vous aurez surtout l'étoffe d'un boss ! C'est déjà pas si mal. Dans votre job, des envies de nouveautés vous porteront littéralement. Dans votre entreprise, vous serez avant tout polyvalent...

Mars sera le super gestionnaire du zodiaque, et de vos finances par la même occasion... Fluide, sera le mot parfait pour caractériser la manière dont circulera l'argent sur vos comptes bancaires. Pas le moindre hic sur votre argent, du moins pour aujourd'hui...



Verseau (20 janvier - 19 février)

Au bureau, vous serez replié sur vous-même, vous serez dans l'intériorisation de vos émotions. Vous réfléchissez à votre nouveau poste. C'est si excitant ! Évidemment vous allez vous démarquer de vos prédécesseurs. Vous serez très inventif.

Petite incertitude concernant le versement de votre salaire. Cette promotion sera effective à partir de quand ? Votre directeur n'a pas été très clair à ce sujet. Vous allez appeler le comptable pour avoir des éclaircissements.



Poisson (19 février - 21 mars)

Ce sera en petit comité que vous donnerez le meilleur de vous-même. En Balance, le duo Mercure/Vénus illustrera votre besoin d'agir au sein d'une équipe restreinte pour libérer votre créativité. Vos initiatives seront pour la plupart bien accueillies.

Faites en sorte que vos bonnes idées, associées à votre flair, soient payantes. En dénichant une assurance plus intéressante, une banque offrant de meilleurs services, vous gagnerez des euros. Le jeu de piste sera laborieux, mais les résultats seront là.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



1010 **Malikilé**



1011 **Malikilé**



1012 **Malikilé**



1013 **Malikilé**



1014 **Malikilé**



1015 **Malikilé**



1016 **Malikilé**



1017 **Malikilé**



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23